

Chronique

INTERNATIONALE

"Dégage!"

Correspondant

« Dégage! » C'est à l'égard de Ben Ali que ce mot d'ordre fut brandi pour la première fois. Mission accomplie. Puis, ce fut le tour de son gouvernement, puis des dirigeants RCD des préfectures et des administrations. La mise en place du troisième gouvernement provisoire a réussi à mettre en veille ce mot d'ordre durant les derniers quatre mois. C'est encore à Kasserine que la population reprend ce mot d'ordre : « Dégage! » Plusieurs manifestations et sit-in ont eu lieu la semaine dernière contre la précarité et le chômage, insistant sur l'échec du préfet et la nécessité de son départ. Le samedi 2 juillet, à Sfax, la deuxième grande ville tunisienne, ce sont encore les comités de protection

de la révolution qui ont imposé le départ du sous-préfet RCD de Sfax Sud.

Le gouvernement provisoire a visiblement épuisé ses cartes pour contourner la révolution. Le chantage à la sécurité, les conflits tribaux, régionaux et idéologiques, ainsi que toutes les manœuvres entreprises par les RCD et la police politique n'ont pas réussi à confisquer

au peuple sa révolution.

Les manœuvres de la contre-révolution ne sont pas parvenues à stopper les revendications sociales. A Gabes (sud-est), c'est à coups de matraque et de bombes lacrymogènes que le gouvernement Essebsi met en œuvre sa décision d'en finir avec les grèves et les occupations, que les forces de l'ordre tentent de disperser le sit-in des marins-pêcheurs. En vain. Désorientés par les questions politiques infligées par la Haute Instance de protection de la révolution et par la création d'un peu plus de cent partis politiques, les masses tunisiennes sont de plus en plus conscientes que la révolution ne pourra continuer que si elles en finissent une fois pour toute avec le système Ben Ali replâtré dans le gouvernement provisoire d'Essebsi. Le mot d'ordre « Dégage! » est de nouveau à l'ordre du jour, et c'est ce mot d'ordre, qui a toujours été associé aux grèves et aux occupations, qui fera que les masses tunisiennes empêcheront que les élections à l'Assemblée constituante ne se réduisent à de simples élections législatives.

L'événement



Les avocats et la population en manifestation devant le ministère de l'Intérieur, le 14 janvier.

Tunisie

Les grèves et les manifestations se poursuivent, tandis que le régime multiplie les provocations

“La révolution continue pour une Assemblée constituante”

Interview de Youssra Fraouef, avocate

La révolution a formulé des exigences portées par toutes les mobilisations depuis fin décembre 2010. Parmi ces exigences, celle de la rupture avec l'ancien régime. Qu'en est-il ?

La rupture avec l'ancien régime n'est pas encore radicale. L'ancien régime n'est pas uniquement un régime politique, mais également un régime économique. L'économie de marché a causé la déchéance sociale et politique en Tunisie.

Aujourd'hui encore, on poursuit sur le même chemin et, sous prétexte de crise, on loue des terres à des sociétés étrangères et on accorde des amnisties fiscales au patronat. Il n'y a aucune solution sérieuse aux problèmes sociaux et aux problèmes de chômage. La rupture n'a pas été faite, et Caïd Essebsi, au lieu de négocier la dette antérieure qui a été accordée à un régime mafieux, se tourne vers le G 8 pour s'endetter davantage.

Le RCD exerçait le pouvoir avec beaucoup de violence. Aujourd'hui, cette violence est exercée par plusieurs autres partis, avec la complicité de la police ; l'attaque qu'a subie le meeting du PCOT (*Parti communiste des ouvriers de Tunisie — NDLR*) dans la banlieue de Tunis en est un exemple. Le ministère de l'Intérieur frappe, soit en utilisant les bâtons des autres, soit en restant les bras croisés pour obliger les citoyens à appeler au retour de la sécurité.

Les mobilisations et les grèves menées dans différentes villes et régions du pays réclament l'arrestation des snipers et des assassins qui agissent en toute impunité. Et il n'en est rien...

Il n'y a pas de justice transitoire et beaucoup de vérités n'ont pas été dites. Offi-

ciellement, l'affaire des snipers a été démentie et ça restera peine perdue si l'on ne sait toujours pas qui a donné l'ordre de tirer. Le peuple se demande : s'il n'y avait pas de snipers, alors, qui sont ces tireurs placés sur les toits des maisons qui ont causé la mort de nos enfants ? Il n'y a pas de volonté sérieuse pour donner les noms des coupables.

A deux reprises, dans le tribunal de Sousse et dans le tribunal de Zaghouen, des accusés ont été libérés par des opérations coup de poing. Le syndicat de police demande à ce que soient jugés ceux qui ont donné les ordres.

Il y a des parents de martyrs qui ont déclaré à un journal tunisien que l'assassin de leur fils a été promu ! La police est un Etat dans l'Etat et elle n'est pas prête à lâcher ses faveurs.

Il y a quelques jours, lors d'un rassemblement, des avocats ont été tabassés devant le tribunal de Tunis parce qu'un des leurs a réussi à reconnaître un policier qui se faisait passer pour un barbu (islamiste). Les forces de l'ordre sont un réel danger pour la révolution.

Les seuls bénéficiaires de cette situation sont les RCD et les capitalistes. Ils ne sont pas prêts à abandonner leurs faveurs et veulent plonger la société dans des querelles secondaires.

Et l'indépendance de la justice ?

Le Haut Conseil de la magistrature n'a pas changé, bien que son président, le président déchu Ben Ali, ne soit plus là. Les magistrats, aujourd'hui, n'ont pas la protection pour assurer des procès justes. La justice est encore aux ordres. Lors de la deuxième audience de Ben Ali, l'avocat a demandé de reporter l'audience. Face au refus du juge, l'avocat a quitté la salle. L'audience a continué sans lui. Les magistrats

“Un journaliste a été traîné devant la justice parce qu'il a écrit un article critiquant la corruption financière, alors que d'autres, comme Ghannouchi, l'ex-Premier ministre, n'ont toujours pas été traduits devant la justice”

n'ont pas encore la possibilité d'ouvrir les dossiers brûlants. Un journaliste a été traîné devant la justice parce qu'il a écrit un article critiquant la corruption financière, alors que d'autres, comme Ghannouchi, l'ex-Premier ministre, n'ont toujours pas été traduits devant la justice. La justice est aujourd'hui hésitante et perturbée, et elle ne pourra assumer son rôle que par la dissolution du Haut Conseil de la magistrature et l'organisation d'élections démocratiques pour qu'il soit indépendant de l'exécutif.

Est-il légitime qu'un gouvernement qui laisse agir en toute impunité les hommes de main du RCD soit le même gouvernement qui appelle et organise les élections à l'Assemblée constituante ?

La revendication de l'élection d'une Assemblée constituante était un consensus auquel le gouvernement n'a pas appelé. Un comité chargé de préparer les modalités électorales a été formé. Le rôle du gouvernement dans la préparation des élections est d'assurer les bonnes conditions du scrutin et faire en sorte que la bataille politique conduite, le 23 octobre, à des élections démocratiques et transparentes.

L'Assemblée constituante est menacée par « l'argent politique » (le financement des partis). La Nahdha entrave la mise en place d'un Code pour contrôler le financement des partis. C'est à ce niveau que l'Etat doit intervenir et non pas pour s'accorder des emprunts.

Certes, la situation n'est pas facile, mais la révolution continue pour une Assemblée constituante. ■

ÉGYPTE : LE FACE-À-FACE

“Le gouvernement Charaf et l’armée face aux travailleurs”

Correspondant

Alors que la plupart des procès des officiers et policiers responsables d’avoir tiré sur les manifestants pendant les dix-huit journées de mobilisation de janvier sont reportés, les tribunaux militaires poursuivent leur besogne à l’encontre de manifestants et, désormais, de travailleurs grévistes, en vertu de la loi criminalisant les grèves et les sit-in. A la suite des affrontements survenus les 28 et 29 juin, des milliers de manifestants ont réclamé pour la première fois le départ du maréchal Tantaoui.

Le procès du ministre de l’Intérieur de Moubarak, Habib el-Adly, responsable d’avoir ordonné aux policiers de tirer à balles réelles, est suspendu jusqu’au 24 septembre. Celui d’Alexandrie, où six policiers ont battu à mort le jeune Khaled Said, devenu un symbole de la tyrannie du régime Moubarak, est renvoyé. De même pour les 13 officiers d’Imbaba et Kerdasa jugés à Giza. Mais le 29 juin 2011, le tribunal militaire de Nasr City, au Caire, a condamné à un an de prison avec sursis cinq travailleurs de la compagnie pétrolière d’Etat, Petrojet, pour avoir participé, avec 300 de leurs camarades, à un sit-in devant le siège du ministère du Pétrole. C’est la première application de la loi criminalisant les grèves et les manifestations élaborée par le gouvernement Charaf et adoptée, en mars 2011, par le Conseil suprême des forces armées.

Le crime d’Ahmed El-Sayed, Khamis Mohamed, Mahmoud Abou Zeid, Mohamed Ibrahim et Mohamed Kamal est de s’être opposés à leur licenciement. Le sit-in durait depuis deux semaines. Le ministère a fait appel à la police et à l’armée. Les ouvriers s’y sont violemment opposés et sont restés sur place. Le 7 juin, le ministère faisait arrêter les cinq travailleurs et les déférait devant le procureur militaire. Deuxième précédent : à Suez, cinq travailleurs de l’Autorité du canal de Suez en grève ont été conduits, le 3 juillet, devant le procureur militaire, pour y être interrogés. Mardi 28 juin, au Caire, les familles de martyrs organisant une célébration dans un théâtre furent assaillies par des policiers, qui ont arrêté une dizaine de personnes. Furieuses, les familles, rejointes par plusieurs centaines de sympathisants, se sont dirigées

vers le ministère de l’Intérieur. Les Forces centrales de sécurité (le nouveau nom de la « Sécurité d’Etat » — NDLR) ont répliqué en usant massivement de gaz lacrymogènes. Un affrontement violent s’en est suivi sur la place Tahrir et les quartiers environnants toute la nuit du mardi et une partie du mercredi, faisant 1 114 blessés, chiffre officiel du ministère de la Santé.

Mercredi 29 juin, dans plusieurs villes du pays, des manifestations ont eu lieu en solidarité avec les victimes des affrontements de la veille. Au Caire, dès le matin, des milliers de personnes ont afflué sur la place Tahrir. En colère, les manifestants ont lancé des slogans contre le régime, le Conseil suprême des forces armées et son président, le maréchal Tantaoui. Pendant des heures, des milliers ont scandé : « Le peuple veut la chute du maréchal », « Le peuple veut que le maréchal Tantaoui parte » et « A bas le ministre l’Intérieur ! ».

A Alexandrie, des centaines de manifestants brandissant le portrait de Khaled Said, le jeune homme battu à mort par la police, ont lancé des slogans contre la police et crié : « La place vous a amenés. Elle peut vous rejeter demain », « Le peuple veut mettre le régime à bas », « Ils ont vendu du gaz à Israël et laissé des clopinettes au peuple ». A Rosette, des manifestants ont mis le feu à un commissariat de police. A Suez, des centaines se sont rassemblés sur la place Arbaeen. La veille, les familles des martyrs de la région avaient manifesté devant le gouvernorat pour demander que le procès des policiers se déroule devant le tribunal de Suez et non au Caire, où il a été transféré.

A Port-Saïd, les manifestants ont réclamé la démission du Premier ministre, Essam Charaf, et celle du ministre de l’Intérieur, Mansour Issawi. A Mansoura, les manifestants se sont rassemblés devant le gouvernorat de Dakahlia. Un des organisateurs de la marche a dénoncé dans un discours « les ennemis de la révolution et les restes de l’ancien régime qui continuent par une série de stratagèmes à contrecarrer la révolution, semer la discorde et gagner du temps en bloquant les procès des meurtriers, alors que les tribunaux militaires prononcent des peines à l’encontre de citoyens innocents ».

Des appels sont lancés à une grande manifestation, vendredi 8 juillet. ■

Autorité du canal de Suez : les travailleurs restent déterminés et l’armée réprime



Sur la banderole : « Les travailleurs du comité du canal de Suez exigent la fin du système Fadel. »

Dimanche 3 juillet, vingt et unième jour de grève et de sit-in des travailleurs de l’Autorité du canal de Suez. A Port-Saïd, 850 d’entre eux sont en sit-in devant le siège de la compagnie. A Ismaïlia, 800 manifestent devant les sièges de deux autres compagnies. Le 20 juin, ils avaient bloqué les routes principales conduisant à la ville. A Suez, les ouvriers de la compagnie de l’arsenal de Suez ont coupé l’électricité le matin tôt, et fermé les portes d’enceinte du site. Des affrontements ont eu lieu avec la police sur le pont principal. « Demain, nous rencontrons le gouverneur militaire de la ville de Suez pour lui présenter les revendications, et si sa réponse est négative, nous

couperons encore l’électricité », prévient Nasser Othman, le trésorier du syndicat de la compagnie de l’Arsenal. Ils demandent l’intégration de 40 % des primes au salaire de base, une hausse de 7 % des salaires et une augmentation de la prime de repas. Ils réclament aussi la démission du président de l’Autorité du canal de Suez, Ahmed Fadel. Pour faire cesser le sit-in, l’armée avait tiré en l’air avec des balles réelles, le 19 juin. Ce dimanche 3 juillet, cinq travailleurs ont été conduits devant le procureur militaire pour un interrogatoire, en vertu de la loi criminalisant les grèves et les sit-in. ■

Photo Informations ouvrières

GRANDE-BRETAGNE

“Grève massive et manifestations des travailleurs du service public contre le plan d’austérité”

Jean-Pierre Barrois

Le 30 juin, les travailleurs de Grèce manifestaient contre les diktats de la troïka aux cris de « Nous ne devons rien. Nous ne paierons rien ! » Pour les mêmes raisons et face aux mêmes institutions, ceux de Grande-Bretagne se rassemblaient le même jour dans plus de cent villes, alors que plus de 700 000 fonctionnaires étaient en grève.

“Il y a des journées de grève qui, même si et peut-être parce qu’elles sont un succès, nous ramènent à tous les problèmes que nous avons à résoudre”

Interrogé au téléphone sur son appréciation de la journée, un syndicaliste de Londres déclare : « Il y a des journées de grève qui, même si et peut-être parce qu’elles sont un succès, nous ramènent à tous les problèmes que nous avons à résoudre. » Il ajoute de façon typiquement britannique : « J’ai bien peur que nous ne venions d’en vivre une. » La forte mobilisation réalisée lors de cette journée révèle en effet un certain nombre de traits de la situation et de problèmes posés au mouvement ouvrier britannique. Il convient de s’y

“Les travailleurs se sont massivement mobilisés dans la grève malgré le fait qu’elle n’était pas appelée par trois des grands syndicats des services publics... qui appellent à une série de grèves tournantes à l’automne”

attarder tant il s’agit de problèmes communs quant au fond à tous les travailleurs et militants en Europe. Rappelons tout d’abord que cette journée de grève et de manifestations était convoquée par quatre syndicats de la fonction publique regroupant quelque 750 000 syndiqués : le NUT, syndicat des enseignants du primaire et du secondaire, l’ATL et UCU, deux syndicats du supérieur, et le PCS, syndicat des fonctionnaires des services gouvernementaux.

Il s’agissait des retraites, ce qui concerne plus de 5 millions de travailleurs du secteur public, et, au-delà, toute la classe ouvrière. Les travailleurs se sont massivement mobilisés dans la grève malgré le fait qu’elle n’était pas appelée par trois des grands syndicats des services publics, Unison, Unite et le GMB, c’est-à-dire les trois syndicats qui regroupent plus de 2,5 millions de fonctionnaires. Et pourquoi ? Si les directions de Unison, de Unite et du GMB, qui, à elles trois,

constituent la majorité de la direction des TUC, ont refusé d’appeler au 30 juin, si, comme le secrétaire général de Unison lors de son congrès national, elles masquent derrière un verbiage très radical l’appel... à une série de grèves tournantes à l’automne, n’est-ce pas fondamentalement en raison de leur allégeance à la direction du Labour Party ? Parti dont le leader, Ted Milliband, après avoir refusé d’appeler les conseillers municipaux du Labour à voter contre les budgets de destruction des services publics, a non seulement condamné la grève, mais clairement appelé à la briser.

N’est-ce pas en dernière instance dans cette subordination totale de la direction du Labour à la dictature de la dette, et donc à la politique du FMI et de la Banque centrale européenne, que se situe la clé de la situation ?

“No cuts”, “Save our pensions”

Reste, répétons-le, que le taux particulièrement élevé de grévistes, la très forte mobilisation dans les centaines de meetings et de manifestations dans tout le pays prouvent une chose : dans le sillage du 26 mars dernier, les travailleurs le disent et le répètent, ils sont prêts. Ils le montrent en se saisissant de la moindre occasion offerte,

comme en témoignent les milliers de pancartes qu’ils ont confectionnées eux-mêmes et qui disaient : « No cuts » (« Pas de coupes »), « Save our pensions » (« Sauvez nos retraites »).

Pour autant, chacun comprend que le cadre disloqué imposé par les directions est aujourd’hui le principal obstacle à surmonter.

Dans la lettre qu’il nous a fait parvenir comme contribution à la rédaction du présent article, George Binette, responsable de l’union locale des TUC de Camden et secrétaire de la section Unison de cette même ville, fait état des problèmes auxquels lui et les travailleurs de la section syndicale qu’il dirige sont confrontés.

Et tous les reportages sur la grève du 30 juin font état du nombre grandissant de banderoles et de pancartes demandant que les TUC organisent la grève générale contre les plans du gouvernement. ■

“En bas, dans les entreprises, les services, les syndicats, les travailleurs et les militants sont prêts”

George Binette, secrétaire de l’union locale des TUC et de la section locale de Unison de Camden

Camden, au nord de Londres, toutes les écoles publiques, primaires et secondaires (ainsi que 20 écoles privées — majoritairement religieuses) étaient fermées. Plus de la moitié des 1 100 enseignants adhérents de la section locale du NUT ont rejoint en cortège la manifestation de Londres — estimée à plus de 30 000 participants — convoquée par ATL, NUT et UCU-PCS.

C’est sans aucun doute possible la plus grande manifestation en semaine (c’est-à-dire avec grève) depuis les années 1990.

Il faut bien comprendre pourquoi cette question des retraites est si importante. C’est le dénominateur commun à tous les travailleurs du secteur public dans leur lutte contre la politique du gouvernement.

Pour ce qui concerne Unison, les militants ressentent de plus en plus mal le fait que le secrétaire général, Dave Prentis, ne donne toujours pas de date pour une consultation sur la grève (1). ■

Les travailleurs étaient furieux d’apprendre par les médias que des négociations avaient eu lieu entre Unison et le gouvernement trois jours avant le 30 juin.

Prentis n’a pas non plus annoncé la moindre action coordonnée dans le futur, avec les quatre syndicats qui étaient en grève le 30 juin. D’un côté, son radicalisme verbal a laissé penser aux militants de base qu’il leur donnait le feu vert pour préparer la grève sur les lieux de travail ; de l’autre, ces militants ont été cruellement déçus de voir que la direction nationale ne faisait rien de concret pour préparer la grève. Mais en bas, dans les entreprises, les services, les syndicats, les travailleurs et les militants sont prêts.

Cela a été également démontré par une réunion qui s’est tenue durant le congrès : 30 sections locales ont convoqué une réunion publique et ont invité des orateurs de deux des syndicats organisateurs du 30 juin. Il y avait 250 délégués ! ■

(1) Aux termes des lois antisyndicales de Thatcher — maintenues par les différents gouvernements du Labour —, toute grève doit être décidée par un scrutin à bulletins secrets, dépourillés par un cabinet indépendant.

ÉTATS-UNIS

152 militants ouvriers venus de tous les Etats-Unis réunis du 24 au 26 juin 2011 à Kent State University (Ohio) en conférence pour la résistance ouvrière

“Pas de coupes ! Pas de concessions !” Construisons un mouvement ouvrier indépendant

Photo AFL-CIO



Wisconsin : manifestation de l'AFL-CIO, le 4 juillet :
« Le brouet budgétaire de Walker :
1 cuillère à café de poudre antisyndicale.
1 livre d'armes dissimulées.
1 tasse d'écoles privatisées.
3 cuillères à café de réduction de l'aide à la santé pour les pauvres.
2 kilos de patates cultivées dans le sol pollué du Wisconsin... »

Avec nos correspondants aux États-Unis

A l'issue d'une très riche et libre discussion, les délégués à la conférence de Kent ont adopté un plan d'action par lequel ils s'engagent à « aider à constituer un puissant mouvement ouvrier indépendant, qui, ensemble avec nos partenaires associatifs, puisse battre la politique patronale et réaliser un programme qui reflète les besoins, les espoirs et les aspirations de l'écrasante majorité ».

Dans ce but, ils appellent « le mouvement ouvrier et (ses) alliés — aux plans local, de l'Etat et fédéral — à lancer une campagne nationale de mobilisation autour des revendications centrales suivantes :

- Pas de coupes, pas de concessions en ce qui concerne les “droits et les acquis”, les emplois, les salaires, les retraites et les avantages, ni dans les services publics !
- Bas les pattes devant la Sécurité sociale, Medicare et Medicaid !
- Medicare amélioré pour tous !
- Renforcement et extension de la Sécurité sociale !
- Imposer les riches et les entreprises !
- Un programme fédéral de travaux publics payé par l'impôt sur Wall Street !
- Retour des dollars de la guerre pour satisfaire les besoins de la population !
- Défense et extension de nos droits à la négociation collective ! »

Pour aller plus loin dans cette mobilisation, ils invitent « tous les participants à la conférence de l'ELN (Emergency Labor Network - Réseau d'urgence ouvrière — NDT) à retourner dans leurs localités pour constituer des comités pour la résistance ouvrière-associative autour des revendications contenues dans le plan d'action. Nous invitons également ces comités de résistance à organiser des assemblées régionales de travailleurs pour mettre en avant le plan d'action de l'ELN et organiser des actions régionales dans les rues et sur le lieu de travail. »

Les participants à cette conférence déclarent soutenir « toutes les actions menées par l'AFL-

CIO, Change to Win et les syndicats autonomes qui sont dans la logique des revendications contenues dans cette proposition d'action, tout comme nous soutenons toutes les actions destinées à cimenter l'unité de la classe ouvrière en opposition à toute tentative de nous diviser ».

Ils soutiennent également et appellent « toutes les organisations ouvrières et les associations à se mobiliser pour protéger et étendre le droit à la négociation collective, exigeant l'abrogation de toutes les lois, en particulier la loi Taft-Hartley (loi antisyndicale — NDT) et en particulier dans le Sud, qui interdisent aux travailleurs de disposer du droit de négocier collectivement et de parvenir à des contrats qui s'appliquent.

De ce point de vue, nous appelons tous ceux qui participent au réseau ELN et qui le soutiennent à diffuser largement la récente décision de l'Organisation internationale du travail (OIT) à Genève, qui a déclaré :

- 1) que l'Etat de Caroline du Nord n'était pas en conformité avec les normes internationales du travail en refusant aux travailleurs du secteur public les droits à la négociation collective, et
- 2) a appelé la Caroline du Nord et le gouvernement fédéral américain à abroger cette disposition restreignant les droits à la négociation collective.

Pour promouvoir cette campagne, nous soutiendrons l'appel et la mobilisation pour constituer une Alliance du Sud pour la négociation collective (...). »

« Pas de coupes, pas de concessions et la construction d'un mouvement ouvrier authentiquement indépendant seront les campagnes de signatures de notre conférence qui pourraient unifier nos activités et fournir un cadre pour les nombreuses autres actions que nous soutenons. »

Concernant la revendication « Retour des dollars de la guerre pour satisfaire les besoins de la

population ! », ils appellent « à la mobilisation générale dans les villes dans tout le pays aussi bien qu'à Washington D.C. pour préparer les manifestations d'octobre marquant le dixième anniversaire de la guerre en Afghanistan, avec le mouvement ouvrier au premier rang pour planifier ces actions et avec la revendication unificatrice “De l'argent pour l'emploi et pour l'enseignement — pas pour les guerres et l'occupation militaire !” ».

De plus, déclarent-ils, « étant donné le fait que l'an prochain sera marqué par les élections de novembre 2012 (...), la conférence de Kent appelle les syndicats et nos alliés associatifs à ne soutenir aucun candidat à un poste fédéral, d'Etat ou local qui aurait voté pour des réductions budgétaires ou des concessions et qui ne s'engagerait pas à s'opposer à toutes les mesures ou éléments de législation incluant des réductions budgétaires, des contreparties et des concessions dans les services publics et/ou la Sécurité sociale, Medicare et Medicaid.

Au lieu de financer les élus qui continuent à exiger des contreparties importantes de la part des syndicats et qui ne soutiennent pas les besoins fondamentaux des travailleurs, les syndicats devraient utiliser l'argent qui avait été alloué à ces élus pour constituer une campagne de mobilisation de masse dans les rues et sur le lieu de travail dans tout le pays autour des revendications principales de la conférence de Kent.

Cette campagne, là où c'est possible, pourrait inclure la présentation de ses propres candidats indépendants sur des programmes électoraux qui s'opposent à toutes les coupes et toutes les concessions, et proposent de vraies solutions favorables aux travailleurs, en particulier pour les femmes, les gens de couleur, les immigrés et tous ceux qui ont été le plus durement touchés par la crise.

L'heure est venue pour le mouvement ouvrier de promouvoir une discussion sur ce que cela signifie de construire un véritable Labor Party dans ce pays.

Le réseau ELN fera tout pour faire connaître et avancer vers ce but. »

François FORGUE ■

Lu dans un article du bulletin *Unity & Independence* (Unité et Indépendance)

Pour que le mouvement ouvrier affirme son indépendance sur la scène politique

Prenant la parole au congrès du Syndicat national des infirmières (National Nurses United), à Washington, le 7 juin, Richard Trumka, président de l'AFL-CIO, a présenté sa critique la plus acerbe à ce jour à l'égard du Parti démocrate, soulignant : « Nous ne pouvons pas simplement constituer la force au service d'un parti politique ou d'un candidat. Depuis trop longtemps, nous nous sommes retrouvés après les élections avec un chèque annulé entre les mains, en train de demander si quelqu'un pouvait nous prêter attention. Plus jamais ça ! Plus jamais ça ! (...) Je ne sais pas si c'est votre cas, mais moi, j'en ai plein le dos ! »

Pour leur part, les délégués à la conférence de Kent ont tiré la conclusion suivante : « L'heure est venue pour le mouvement ouvrier de promouvoir une discussion sur ce que cela signifie de construire un véritable Labor Party dans ce pays. Le réseau ELN fera tout pour faire connaître et avancer vers ce but. »

Quel meilleur endroit que le Wisconsin pour mettre en avant ces points de repère pour soutenir — ou présenter — des candidats qui se battront pour une orientation ouvrière indépendante ?

Quel meilleur endroit pour faire avancer les choses en termes de construction d'un mouvement ouvrier indépendant sur la scène politique ?

Conférence ouvrière de Kent

Salut aux travailleurs en Grèce et dans toute l'Europe (extraits)

Lors des dernières manifestations à Athènes, les travailleurs grecs ont défilé sous une banderole qui disait : « Nous ne devons rien. Nous ne paierons rien ! »

C'est ce que nous pensons que devraient dire les syndicats dans notre pays en réponse à tous les banquiers et tous les élus politiques qui exigent de « partager le sacrifice » au nom de « nos intérêts communs ».

Les travailleurs, que ce soit aux Etats-Unis, en Grèce, en France, en Espagne, au Portugal, ou en Egypte et en Tunisie et au-delà, n'ont pas créé la crise qui ravage nos pays.

Ce n'est pas notre crise et nous refusons de payer pour elle ! « Nous ne devons rien. Nous ne paierons rien ! » C'est exactement la même perspective que nous mettons en avant avec notre campagne pour « pas de coupes, pas de concessions », ici, aux Etats-Unis.

Nous apportons notre salut fraternel à tous les syndicalistes et tous les travailleurs à travers l'Europe qui montrent la voie dans notre combat commun contre l'offensive brutale menée par les entreprises multinationales et les élus qui sont à leur solde (...).

Les syndicats, que ce soit aux Etats-Unis ou en Grèce, doivent rompre les liens de subordination avec tous les élus, quelle que soit leur couleur, qui mettent en œuvre la politique des patrons.

Les participants à la conférence de résistance du Réseau d'urgence ouvrière, Kent (Ohio) ■